

Rennes, le 24 juillet 2023

Direction des collectivités territoriales
et de la citoyenneté

Bureau de l'Urbanisme

**Aqueduc Vilaine Atlantique : projet de réalisation de la 3ème tranche
(Bains sur Oust – Rennes)**

**Mise en compatibilité du document d'urbanisme (MECDU)
de la commune de BOVEL**

Articles L.153-49 à 59 et R. 153-13 à 17 du code de l'urbanisme.

Compte rendu de la réunion d'examen conjoint du 10 juillet 2023

Participants :

- Syndicat mixte de Gestion pour l'approvisionnement en eau potable de l'Ille-et-Vilaine (SMG 35) : M. Olivier VINCENT
- DDTM 35 – SATT : M. Clément BEBIN
- Syndicat Mixte du Pays des Vallons de Vilaine : M. Xavier PREL
- Chambre d'Agriculture d'Ille-et-Vilaine : Mme Annelyse FERRE-PELE
- Préfecture d'Ille-et-Vilaine : M. Jean-Michel CONAN, directeur de la DCTC et Mme Virginie CONVERS, Bureau urbanisme

Absents excusés :

- M. le Directeur de la DREAL / Coprev
- M. le Directeur de l'ARS / DT 35

Absents :

- M. le Maire de Bovel
- M. le Président de la Communauté de Communes Vallons de Haute Bretagne
- M. le Président du Conseil Départemental d'Ille-et-Vilaine
- M. le Président du Conseil Régional de Bretagne
- M. le Président de la Chambre de Métiers d'Ille-et-Vilaine
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Ille et Vilaine
- Mme la Directrice de la DRAC (UDAP 35)

I - PROJET:

1 - Enjeux

Le Syndicat Mixte de Gestion pour l'approvisionnement en Eau Potable de l'Ille-et-Vilaine (SMG35) a pour missions principales la mise à jour du schéma départemental d'alimentation en eau potable du département. Il a également le rôle d'assistance technique à sa réalisation.

Le SMG35 a évalué l'évolution de la consommation en eau potable depuis 1998 en Ille-et-Vilaine.

Elle fait apparaître une hausse quasi continue de la consommation en eau potable sur le département au cours des 20 dernières années. Un pic de consommation a été constaté sur les années 2003 à 2005, qui ont vu se succéder des sécheresses hivernales et des étiages sévères. Il a été suivi par une baisse en 2005-2007, observable surtout sur les consommateurs intermédiaires (agriculteurs, artisans) et sans doute liée à la mise en place des forages privés suite aux sécheresses de 2003-2005.

Depuis 2007, la consommation globale augmente, en lien avec l'augmentation de population sur l'Ille-et-Vilaine. En 8 ans, la consommation annuelle a ainsi augmenté d'environ 2,8 millions de m³, soit une augmentation de plus de 7%. De fortes hausses ont été observées en 2014 puis 2015, après plusieurs années d'augmentation plus faible.

En Ille-et-Vilaine, selon les secteurs, la perspective de consommation d'eau potable à l'horizon 2030 dans le département tend vers une augmentation.

De plus, les ressources en eau du département sont limitées et sensibles à la sécheresse. Les cours d'eau et barrages existants sont aujourd'hui quasiment exploités au maximum de leur potentiel. En absence de nappe de grande capacité, les ressources souterraines actuelles et futures - qui peuvent présenter un réel intérêt au niveau local - ne permettront pas non plus de dégager de volumes suffisants.

Ainsi, à la vue de cette augmentation constante de besoin en eau potable, il est primordial de sécuriser l'amenée d'eau potable en quantité suffisante en Ille-et-Vilaine.

2 - Objectifs

Le projet consiste à la mise en place d'une portion de canalisation transportant de l'eau potable entre les usines d'eau potable de Férel et de Villejean à Rennes (fonctionnement dans les 2 sens) afin de :

➤ sécuriser l'alimentation en eau potable, notamment en période de crise : ceci concerne une grande partie du département d'Ille-et-Vilaine, grâce au réseau de canalisations d'interconnexion inscrites au schéma départemental, mais également la zone de desserte de l'usine de Férel, sur les départements de Loire-Atlantique et du Morbihan. Le projet permettra ainsi un complément de ressources à l'Ille-et-Vilaine :

- 5 à 7 Mm³/an en année sèche
- avec une arrivée à Rennes, point central du réseau d'interconnexion du département (sauf Côte d'Emeraude)
- permettant de faire face aux années sèches en limitant les dérogations aux débits réservés

➤ préserver la ressource en eau : en conséquence du point précédent, l'interconnexion permettra d'assurer, particulièrement sur le département d'Ille-et-Vilaine, un meilleur respect des débits d'étiage et une meilleure gestion de la ressource en eau via les barrages, en maîtrisant les prélèvements dans les cours d'eau ;

➤ optimiser le fonctionnement des unités existantes de production en eau :

- l'usine de FEREL qui présente une capacité de production supérieure aux besoins réels en dehors des périodes de pointe estivales,

- l'usine de Villejean et plus généralement les usines de la Collectivité Eau du Bassin Rennais qui font face à une baisse des besoins en période estivale.

Cette connexion est déjà mentionnée comme étant à entreprendre dans le Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable d'Ille-et-Vilaine depuis l'année 2000 pour faire face aux besoins futurs du bassin rennais.

En 2007, le projet est validé par l'Institut d'Aménagement de la Vilaine (IAV) et les Syndicats Départementaux du Morbihan et d'Ille-et-Vilaine en 3 phases.

Depuis 2013, 2 des 3 phases ont été réalisées. La 3ème tranche correspond à la liaison entre Bain-sur-Oust et Rennes dont les travaux ont débuté en mai 2022.

Le projet est rappelé dans le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Vilaine de 2015.

A noter que le projet concerne 3 départements : Morbihan, Loire-Atlantique et Ille-et-Vilaine. Il fonctionnera dans les 2 sens (suivant les disponibilités et besoins de chaque secteur) et sécurisera ainsi l'alimentation en eau potable d'environ 2 millions de personnes.

Ainsi, la 3ème tranche correspond à la réalisation des ouvrages suivants :

➤ la pose d'environ 60 km de canalisation de diamètre DN 700 et DN 600, depuis Bains-sur-Oust jusqu'à l'usine de Villejean à Rennes ;

➤ la création sur le tracé de 2 réservoirs de stockage de 2500 m³ chacun à Sixt-sur-Aff et Goven ;

➤ la création de 2 stations de pompage : une associée au site de stockage de Sixt-sur-Aff et une à l'usine de Villejean, pour le fonctionnement en retour vers l'usine de Férel.

Le tracé traverse 15 communes dont Bovel.

II – RAPPEL DU CONTEXTE JURIDIQUE DE LA PROCEDURE DUP EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU

Par jugement rendu le 9 décembre 2021, le tribunal administratif a annulé l'arrêté de DUP/Servitude/MECDU du 4 février 2019 du préfet d'Ille-et-Vilaine. Au vu de l'utilité publique du projet, le jugement a néanmoins décidé que son jugement ne prendra effet qu'à partir du 1er janvier 2024.

L'arrêté de DUP du 4 février 2019 est donc encore valable. Ce délai permet de régulariser les réponses techniques aux vices de procédures notés dans le jugement, relatives à l'évaluation environnementale.

Dans ce contexte, ce présent dossier de DUP constitue une régularisation de la procédure DUP afin de répondre aux exigences du jugement.

La mise en compatibilité du PLU de Bovel est encore imposée par l'arrêté de DUP du 4 février 2019 valable jusqu'à fin 2023. A ce jour, la commune de Bovel a engagé une révision allégée du PLU, qui ne sera probablement assurée qu'après avril 2023.

Aussi, le dépôt du nouveau dossier de demande de DUP étant prévu avant cette révision, il a été décidé de mener les actions suivantes afin de sécuriser la mise en compatibilité du projet avec le zonage de Bovel :

- relance d'une procédure de mise en compatibilité pour assurer cette compatibilité de PLU dans l'hypothèse où Bovel modifierait son PLU avec du retard ;

- dépôt d'une demande d'examen au cas par cas relative à l'éventuelle nécessité d'une évaluation environnementale de la modification de PLU, en application de l'article L.153-54 du code de l'urbanisme. Selon l'avis de la MRAE rendu le 27 février 2023, la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Bovel (35) pour le projet d'aqueduc Vilaine-Atlantique n'est pas soumise à évaluation environnementale.

III - MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE BOVEL (PLU approuvé le 26 septembre 2013)

Propositions de modification :

Le règlement littéral du PLU de Bovel ne permet pas d'envisager des travaux d'affouillements pour la pose de la conduite d'eau potable de l'AVA que ce soit en zone humide, Zone A ou N. Une mise en compatibilité est donc nécessaire vis-à-vis de ce projet.

Dans l'objectif d'assurer la mise en œuvre du projet en cohérence avec le PLU, il est proposé de procéder à une modification du règlement des zones humides, et zones N et A. Cette modification permettra la réalisation du présent projet.

Par ailleurs, cette MECDU est concernée par une procédure dite "au cas par cas" (article R.104-8 1° du code de l'urbanisme) afin que l'Autorité environnementale - Mission Régionale d'autorité environnementale (MRAE) - détermine si le dossier est soumis ou non à évaluation environnementale. Dans ce cadre, la MRAE saisie par le Préfet a rendu un avis en date du 27 février 2023 qui dispense la mise en compatibilité du PLU de Bovel d'évaluation environnementale.

III - AVIS DES PARTICIPANTS A LA REUNION D'EXAMEN CONJOINT :

M. Bébin (DDTM35) demande confirmation que le tracé de la canalisation concerne uniquement les zones A et N du PLU. M. Vincent confirme ce point. Par ailleurs, M. Bébin rappelle que la servitude A5 portant sur les canalisations souterraines et qui, après les travaux, sera annexée au PLU par arrêté de mise à jour, devra être téléversée au Géoportail de l'Urbanisme.

Sur ce point, il reste à vérifier la compatibilité de cette obligation avec une éventuelle restriction de la part de l'ARS en application du dispositif Vigipirate.

M. Prel (SM Pays des Vallons de Vilaine) s'interroge sur la portée réglementaire de cette servitude vis à vis des plantations notamment. M. Vincent indique que sur la largeur de la servitude il n'est pas interdit de planter et il n'y a pas de contraintes particulières en matière agricole (cultures...)

M. Prel indique par ailleurs que le Syndicat Mixte n'a pas d'observations à formuler sur la modification du règlement littéral.

Mme Ferré (Chambre d'agriculture) demande si un protocole spécifique a été signé avec les agriculteurs concernés avec notamment un constat avant et après travaux, sur la séparation de la terre végétale, et la prise en compte des périodes propices pour ce type de travaux. M. Vincent répond que c'est le protocole « dégâts aux cultures » existant qui s'applique prenant en compte les nuisances sur les terrains agricoles.

Mme Ferré souhaite vérifier dans le dossier DUP que ce point a bien été prévu et transmettra son avis suite à la réunion. Cet avis a été transmis le 18/07/23 et est repris dans le présent compte-rendu (point IV).

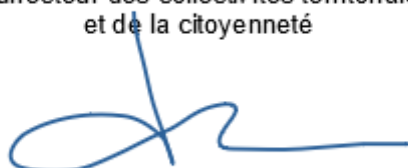
M. Conan (DCTC) demande qu'une carte faisant apparaître le tracé de la canalisation sur le territoire communal soit ajoutée au dossier.

M. Prel ajoute qu'il souhaiterait disposer de cette carte au format sig afin de pouvoir la croiser avec d'éventuels projets à venir sur le tracé.

IV - AVIS TRANSMIS PAR COURRIER à la suite de l'invitation à la réunion PPA adressée par courrier du 23 juin 2023

Personne publique associée	Avis
ARS (courrier 6/7/2023 et rappel de l'avis du 9/02/2023)	La mise en compatibilité du PLU ne présente pas d'enjeu sanitaire. Les nuisances éventuelles seront limitées à la phase chantier pour laquelle des précautions seront prises
DREAL (mail du 28/6/23)	Pas d'observations. Rappel de l'avis de la MRAE du 27/02/23 dispensant d'évaluation environnementale la mise en compatibilité du PLU de Bovel.
Chambre d'agriculture d'Ille-et-Vilaine (courrier du 18/7/23)	<p>« Nous notons que 90% de la surface traversée correspond à des parcelles agricoles (soit 72 ha sur 80 ha concernés). L'étude d'impact valant document d'incidences comporte bien un volet sur les incidences sur les sols et les exploitations agricoles.</p> <p>Le stockage différencié de la terre végétale décapée est bien prévue, ainsi que l'indemnisation des exploitations via le protocole dégât aux cultures. Nous souhaitons qu'en phase chantier, il soit régulièrement vérifié par le maître d'ouvrage que le stockage différencié de la terre végétale et des différents profils est bien réalisé par les entreprises et qu'en période de pluvieuse entraînant une faible portance des sols, les engins ne circulent pas sur les parcelles au risque de provoquer tassement et/ou lissage qui auront pour conséquence une dégradation de la structure et de la vie du sol.</p> <p>Quelle que soit la nature du sol, toutes les interventions doivent se faire en conditions de sol ressuyé. Une trop forte pression accentue le tassement, surtout en milieu humide et anaérobie, ce qui peut pénaliser la gestion future de la parcelle. »</p>

Pour le préfet, par délégation
le directeur des collectivités territoriales
et de la citoyenneté



Jean-Michel CONAN